

# L'Asie centrale à l'ère de la BRI : une pomme de discorde entre la Chine et la Russie ?

Olga Aleexeva

Professeure d'histoire de la Chine à l'Université du Québec à Montréal

Frédéric Lasserre

Professeur à l'Université Laval et directeur de Conseil québécois d'études géopolitiques

En mai 2017, Xi Jinping recevait différents chefs d'État et de gouvernement venus à Beijing pour témoigner de leur soutien pour le grand projet d'infrastructures mondiales du président chinois, les « Nouvelles routes de la Soie » ou le Belt and Road Initiative (BRI). Cette initiative vise à créer un réseau d'infrastructures terrestres et maritimes pour lier la Chine à l'Europe occidentale, en passant par l'Asie centrale et l'Asie du Sud-Est mais aussi la Russie et l'Arctique. Il s'agit d'un ambitieux projet d'intégration économique qui devrait assurer la meilleure circulation de biens, de capitaux et de personnes à travers ce gigantesque espace eurasiatique sous l'impulsion et contrôle de Beijing. Vladimir Poutine, qui faisait partie des invités à ce forum, a prononcé un long discours à la cérémonie d'ouverture en soulignant la volonté de Moscou de participer à ce projet phare de la Chine et de soutenir l'ambition de Beijing de donner une nouvelle impulsion commerciale aux pays de l'Asie centrale. Pourtant, l'accroissement de la présence chinoise au cœur du continent eurasiatique semble menacer directement les intérêts économiques et géopolitiques russes dans cette zone. En effet, le Kremlin s'est longtemps méfié de la BRI, malgré l'accélération des rythmes du rapprochement sino-russe depuis la crise ukrainienne et l'introduction des sanctions européennes et américaines à l'encontre de la Russie. Ce changement d'attitude à Moscou serait-il un signe que les Russes et les Chinois sont parvenus à trouver un certain terrain d'entente en Asie centrale ?

Les cinq anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale - Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan et Turkménistan – se trouvent au cœur des rivalités impériales russes et chinoises depuis les années 1990. Après la chute de l'URSS, elles ont gardé des liens très étroits avec la Russie, à la fois dans le domaine économique et dans la sphère politique. Considérés par le Kremlin comme un maillon clé du périmètre de sécurité régional de la Russie, ces pays occupent une place importante dans la politique extérieure russe. Pour conserver son influence dans cette ancienne « arrière-cour » de l'URSS, Moscou a mis en place plusieurs mécanismes d'intégration, comme l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), l'Union douanière ou l'Espace économique

Aleexeva, O. et F. Lasserre (2020). L'Asie centrale et la Belt and Road Initiative: une pomme de discorde entre la Chine et la Russie ? Dans Mottet, É; F. Lasserre, B. Courmont et S. Granger (dir.), *Marges et frontières de la Chine*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 79-94.

eurasiatique, censés faciliter les échanges et stabiliser les régimes locaux. Ces mécanismes rapportent cependant des résultats mitigés, car Moscou ne possède pas de moyens financiers suffisamment importants pour réaliser des investissements d'envergure.

Dans le même temps, la Chine commence à développer des liens commerciaux très intenses avec cette région et crée, en 2001, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) afin d'institutionnaliser ses relations avec les pays de l'Asie centrale et de mener une lutte conjointe contre le « séparatisme, l'extrémisme et le terrorisme ». En parallèle, la Chine investit massivement dans la réalisation de différents projets énergétiques (oléoducs et gazoducs, barrages et routes) et inonde les marchés locaux de produits chinois bon-marché. Ainsi, les pays centre-asiatiques se voient de plus en plus intégrés dans l'orbite de l'économie chinoise, une tendance qui pourrait se concrétiser avec la mise en œuvre du projet BRI. Cette éventualité inquiète beaucoup Moscou qui redoute le déclin rapide de son influence politique dans cette partie du monde.

En présentant le rapport d'activités au XIX<sup>e</sup> Congrès national du PCC en 2017, Xi Jinping a déclaré que depuis son arrivée au pouvoir, « la diplomatie de grand pays à la chinoise » a progressé sur l'échelle globale en créant ainsi un environnement extérieur favorable au développement de la Chine. En même temps, la Chine a « pris l'initiative de construire une communauté de destin pour l'humanité » et désormais elle joue « un rôle chaque jour plus actif dans le remodelage des relations internationales »<sup>1</sup>. Ce résumé reflète bien les objectifs que la diplomatie chinoise s'efforce à atteindre à l'ère de Xi, y compris en Asie centrale. D'une part, Beijing y promeut l'idée du développement mutuellement bénéfique mais ce sont les intérêts et les besoins de l'économie chinoise qui priment dans ses politiques régionales. D'autre part, l'Asie centrale est devenue l'objet d'une attention particulière et proactive de Beijing, avec la multiplication de visites officielles de haut niveau, une sorte de laboratoire où on teste les nouveaux schémas économiques et applique les concepts de *Xiplomacy* censés à apporter de nouvelles et importantes contributions au développement dans le monde et à transformer le système de la gouvernance mondiale existant<sup>2</sup>.

Les pays de l'Asie centrale se trouvent aujourd'hui au centre des rivalités nouvelles entre la Chine et la Russie ayant un potentiel conflictuel important. Sont-ils des acteurs passifs dans ce jeu de puissances ? Comment la Chine et la Russie cherchent-elles à étendre leur influence respective sur l'Asie centrale ? Seront-elles capables de protéger leurs intérêts nationaux, surmonter leurs divergences et coopérer efficacement dans le cadre de la BRI ? Il s'agit ici d'analyser les enjeux de relations sino-russes en Asie centrale et d'évaluer le

---

<sup>1</sup> XI Jinping, « Rapport au XIX<sup>e</sup> Congrès national du PCC » *Xinhua*, 3 novembre 2017, [En ligne] [http://french.xinhuanet.com/chine/2017-11/03/c\\_136726219.htm](http://french.xinhuanet.com/chine/2017-11/03/c_136726219.htm) (Page consultée le 8 sept. 2019).

<sup>2</sup> « Xiplomacy fosters more solid relationships », *China Daily*, 3 août 2019, [En ligne], <https://chinaherald.news/xiplomacy-fosters-more-solid-relationships/> (Page consultée le 8 sept. 2019).

Alexeeva, O. et F. Lasserre (2020). L'Asie centrale et la Belt and Road Initiative: une pomme de discorde entre la Chine et la Russie ? Dans Mottet, É; F. Lasserre, B. Courmont et S. Granger (dir.), *Marges et frontières de la Chine*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 79-94.

rôle de la BRI dans les dynamiques économiques et politiques régionales qui sont en train de se mettre en œuvre.

## Les enjeux cruciaux des relations russes avec les pays d'Asie centrale

La présence russe en Asie centrale remonte à la conquête coloniale réalisée par les armées tsaristes au cours des XVIIIe-XIXe siècles et maintenue par la suite par le gouvernement bolchévique. Cette longue domination russe en Asie centrale a laissé derrière elle un héritage considérable mais mitigé. D'une part, il permet à Moscou de promouvoir ses intérêts dans la région en mettant l'accent, dans son discours officiel, sur l'existence des liens politiques étroits entre la Russie et les pays centre-asiatiques, ainsi que sur leurs affinités culturelles et valeurs partagées. D'autre part, l'histoire commune mouvementée, ponctuée des événements dramatiques et souvent tragiques, comme la collectivisation et la déportation forcée de populations, motive les états centre-asiatiques de s'émanciper de la tutelle russe.

Dès leur indépendance, après la chute de l'URSS, les nouveaux États se voient d'abord négligés par Moscou et cherchent à renouveler des liens économiques et politiques avec leurs anciens partenaires régionaux – la Chine, la Turquie et l'Iran. Cependant, depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, Moscou accorde une attention beaucoup plus importante à ses relations avec les pays centre-asiatiques et tente de restaurer son influence dans la région en perte de vitesse. La dynamique de rencontres officielles du président russe avec leurs homologues centre-asiatiques dans les années 2000 reflète cette réorientation progressive de la politique étrangère de Moscou vers l'Asie (voir le tableau 1).

En redoutant le débordement de problèmes sécuritaires liés à l'expansion du fondamentalisme islamique et les ravages du trafic de drogue, Moscou affirme désormais la nécessité de l'implication russe directe dans les affaires centre-asiatiques. Considérée comme une zone tampon entre la Russie et les différents dangers extérieurs, l'Asie centrale devient alors l'un des maillons essentiels du périmètre de sécurité nationale, la première ligne de défense de la Russie elle-même. De plus, dans le contexte de la croissance des influences étrangères dans la région, qu'elles soient occidentales, chinoises ou musulmanes, le Kremlin questionne la capacité des gouvernements locaux, tous en proie à des difficultés intérieures, de gérer la menace d'instabilité de façon efficace.

Tableau 1. La dynamique de rencontres entre les représentants officiels de la Russie et ceux des États centre-asiatiques, 1992-2009.

État	Nombre de rencontres au niveau des chefs d'État		Nombre de rencontres à d'autres niveaux	
	années 1990	années 2000	années 1990	années 2000

Alexeeva, O. et F. Lasserre (2020). L'Asie centrale et la Belt and Road Initiative: une pomme de discorde entre la Chine et la Russie ? Dans Mottet, É; F. Lasserre, B. Courmont et S. Granger (dir.), *Marges et frontières de la Chine*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 79-94.

Kazakhstan	32	101	106	306
Ouzbékistan	27	55	87	151
Kirghizstan	26	76	95	240
Turkménistan	21	35	82	113
Tadjikistan	28	78	90	207
Total	134	345	460	1017

Source : PASHKOVSKY, P.I., « Parametry intergratsionnoï politiki Rossii v otnochenii gosoudarstv Tsentralnoï Azii, 1992-2009 », [Les paramètres de la politique d'intégration de la Russie à l'encontre des pays de l'Asie centrale, 1992-2009], *Rossiia i Mir* [La Russie et le Monde], vol. 2, n° 26, 2017, p. 88-93.

Depuis 2014, la montée en puissance de l'organisation État islamique en Irak et en Syrie et l'émergence du mouvement centre-asiatique djihadiste affilié à l'Al-Qaida contribuent au renforcement conséquent des liens militaires entre la Russie et certains pays centre-asiatiques. Ainsi, l'Ouzbékistan dès 2016 et le Turkménistan en 2017 se sont rapprochés de Moscou sur les questions de la gestion de la sécurité régionale et les possibilités de la coopération militaire plus étroite. La Russie a également renforcé sa présence militaire au Tadjikistan où elle dispose déjà d'une grande base militaire à proximité de la frontière avec l'Afghanistan. Pour soutenir les efforts de Douchanbé dans sa lutte contre le trafic de stupéfiants et l'endiguement de l'extrémisme islamiste, le gouvernement russe s'est engagé à fournir 1,2 milliard de dollars pour former et équiper l'armée tadjike avec laquelle les Russes organisent régulièrement les exercices militaires. En insistant sur son droit historique d'assurer la sécurité dans la région, la Russie se réserve ainsi un rôle d'arbitre ayant le pouvoir de façonner les interactions que les pays de l'Asie centrale entretiennent avec d'autres acteurs régionaux et internationaux.

À ces préoccupations de nature géostratégique s'ajoutent d'importants intérêts économiques, en particulier dans le domaine énergétique. En effet, les ressources naturelles sont l'une des principales richesses de la région et leur exploitation se trouve au cœur du développement local post-URSS (voir le tableau 2). Ainsi, le Kazakhstan possède d'importantes réserves d'uranium, de charbon et de pétrole ; le Turkménistan est riche en gaz (9,4% des réserves mondiales); le Tadjikistan et le Kirghizstan détiennent de fortes capacités hydroélectriques et contrôlent plus de 60 % des ressources en eau de l'Asie centrale qui restent à l'heure actuelle peu exploitées.

Tableau 2. Les principales ressources énergétiques de l'Asie centrale

Alexeeva, O. et F. Lasserre (2020). L'Asie centrale et la Belt and Road Initiative: une pomme de discorde entre la Chine et la Russie ? Dans Mottet, É; F. Lasserre, B. Courmont et S. Granger (dir.), *Marges et frontières de la Chine*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 79-94.

État	Pétrole (milliards de barils)	Gaz (mille milliards 10 <sup>12</sup> de m <sup>3</sup> )	Charbon (millions de tonnes)	Uranium (milliers tonnes)	Hydroélectricité (milliards de KWh)
Kazakhstan	30	1	25 605	817	317
Ouzbékistan	0,6	1,1	1375	111	2
Kirghizstan	0,04	-	895	-	99
Turkménistan	0,6	17,5	-	-	15
Tadjikistan	0,012	-	-	-	27

Source : BP, Statistical Review of World Energy, [En ligne], Londres, BP Statistical Review of World Energy, 2017, <https://www.bp.com/content/dam/bp/en/corporate/pdf/energy-economics/statistical-review-2017/bp-statistical-review-of-world-energy-2017-full-report.pdf>, (Page consultée le 25 avril 2018); Asian Development Bank, Central Asia Atlas of Natural Resources, Manila, ADB, 2010.

Les grandes compagnies russes contrôlent une partie significative des infrastructures énergétiques qui assurent le transit et l'exportation des hydrocarbures d'Asie centrale vers l'Europe. Elles exploitent les champs pétrolifères et gaziers, gèrent les raffineries et financent la construction des infrastructures, ce qui a permis à la Russie de maintenir sa place d'acteur économique prépondérant dans la région. Consciente du poids de l'héritage soviétique dans l'économie locale, elle s'efforce de promouvoir l'idée d'une interdépendance naturelle qui faciliterait l'intégration économique entre la Russie et les pays centrasiatiques. C'est dans ce contexte qu'en 2015 fut créée l'Union économique eurasiatique (UEE), la plus récente des initiatives russes d'intégration économique régionale. L'UEE regroupe la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizstan et des accords d'association ou de partenariat sont en cours de négociation avec l'Iran, la Turquie et le Vietnam. Ses objectifs principaux sont d'ouvrir des marchés des pays membres, de mettre en place des politiques monétaires, commerciales et tarifaires communes, ainsi que d'assurer la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux. Perçue par beaucoup d'analystes comme un projet qui vise à augmenter l'influence russe en Asie centrale et à mettre sous le contrôle de Moscou la capacité des autres pays membres d'entretenir des relations avec l'Occident, l'UEE semble être pour l'instant davantage un projet d'intégration institutionnelle qu'une initiative économique fonctionnelle. L'UEE se construit autour de la Russie qui est l'acteur et moteur central de cette initiative, autant au niveau politique qu'économique. L'état de l'économie russe exerce donc une influence considérable sur le développement des échanges entre les membres et par conséquent, sur les rythmes et la portée d'intégration réelle. Ainsi, la récession économique qui a frappé la Russie en 2014-2015, a résulté en une diminution importante (33 %) du volume des

échanges entre la Russie et les pays centre-asiatiques, démontrant ainsi la faiblesse inhérente du projet.

Par ailleurs, ces politiques économiques et stratégiques du Kremlin ne sont pas toujours accueillies avec enthousiasme par les gouvernements centrasiatiques qui cherchent à sortir de l'ombre de leur voisin russe. La présence croissante de la Chine, un certain regain d'influence américaine et le renouvellement des liens avec le monde musulman ont permis à des pays centrasiatiques de retrouver un certain équilibre vis-à-vis de Moscou et de jouir d'une flexibilité croissante dans leurs choix économiques et géostratégiques. Ainsi, le Kazakhstan parvient aujourd'hui à s'émanciper peu à peu de l'emprise russe en jouant habilement entre la Russie, la Chine et l'Occident. Cette émancipation progressive lui permet par exemple de critiquer ouvertement certains points des initiatives russes d'intégration régionale, auxquels Astana ne souhaite pas à adhérer. La décision du président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev, d'abandonner l'écriture cyrillique au profit de l'alphabet latin, adoptée en avril 2017, est une illustration parfaite de cette volonté de sortir de l'orbite russe, y compris du point de vue culturel. Cette réforme d'envergure qui devrait aboutir d'ici 2025, est officiellement présentée comme un moyen d'entrer dans la modernité, bien que son application réelle reste pour l'instant problématique. Les autres États ont eux aussi réussi à acquérir une certaine marge de manœuvre hors de la zone d'influence russe en attirant les investissements en provenance de Turquie et d'Iran, et en donnant un accès préférentiel à leurs gisements gaziers et pétroliers à la Chine et non à la Russie.

En maintenant des liens proches et souvent personnels avec les élites centrasiatiques, Moscou tente d'exercer un contrôle politique sur la région afin d'y pérenniser son influence. Depuis son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine s'efforce de restaurer et de maintenir les liens actifs avec ses homologues directs (voir tableau 1), ce qui lui permet parfois de faire valoir le point de vue russe dans la région. Ainsi, la reprise de liens économiques plus étroits avec le Turkménistan après une longue période de tensions n'aurait jamais pu démarrer sans le soutien du président turkmène, Gurbanguly Berdimuhamedov. La volonté d'indépendance d'Achgabat vis-à-vis de Moscou a en effet compromis les relations russo-turkmènes depuis une dizaine d'années sur le fond du conflit entre la société d'État Turkmengaz et son partenaire russe Gazprom autour des approvisionnements gaziers. Cependant, les difficultés économiques recrudescents ont poussé Achgabat à reprendre le dialogue avec Moscou, un effort de rapprochement qui a abouti à la reprise de négociation avec Gazprom et par la signature du traité de partenariat stratégique avec la Russie en octobre 2017.

## Les péripéties de l'expansion économique de la Chine en Asie centrale

La Chine, tout aussi inquiète de l'instabilité de la région, qui menace la politique de Beijing au Xinjiang visant à juguler les mouvements indépendantistes ouïgours, a choisi une autre stratégie de stabilisation de la situation politique en Asie centrale que celle prônée par la Russie. La stratégie chinoise repose sur l'idée que la baisse de niveau de vie dans les pays centrasiatiques y contribue à la propagation de l'influence de l'islamisme radical. Pour y remédier, il faudrait donc stimuler le développement économique local en modernisant les infrastructures existantes et en créant des zones de libre-échange. Beijing propose ainsi une stratégie de sécurité non traditionnelle qui accorde la priorité à la croissance économique locale, appuyée par les investissements chinois dans les secteurs cruciaux de l'économie de la région et par l'encouragement des échanges commerciaux frontaliers. Depuis 2012, à ses objectifs s'ajoute un autre impératif : Beijing souhaite promouvoir un nouveau modèle de relations avec le monde extérieur, selon une posture beaucoup plus proactive et déterminée à défendre les intérêts économiques et politiques de la Chine.

Tableau 3. Le commerce entre la Chine et les pays centre-asiatiques, 2008-2015 (en millions de dollars américains)

État	2008		2010		2012		2015	
	<i>Export</i>	<i>Import</i>	<i>Export</i>	<i>Import</i>	<i>Export</i>	<i>Import</i>	<i>Export</i>	<i>Import</i>
Kazakhstan	9825	7728	9320	11109	11001	14676	8427	5840
Kirghizstan	9212	121	4128	72	5074	89	4285	57
Tadjikistan	1479	20	1377	56	1748	109	1797	50
Turkménistan	802	28	524	1005	1699	8673	817	7828
Ouzbékistan	1278	329	1181	1301	1783	1092	2236	1266

Source : KAZANTSEV, Andrey A., Irina D. ZVYAGELSKAYA et Elene M. KOUZMINA, « Perspektivy sotrudnichestva Rossii i Kitaïa v Tsentralnoï Azii », [Les perspectives de coopération entre la Russie et la Chine en Asie centrale], *Rabotchaya tetrad, Rossiiskii sovet po megdounarodnim delam* [Cahiers de travail du Conseil russe des affaires internationales], [En ligne], 27 mai 2016, <http://russiancouncil.ru/activity/workingpapers/perspektivy-sotrudnichestva-rossii-i-kitaya-v-tsentralnoy-az/>, (Page consultée le 25 avril 2018).

Au départ, cette stratégie est accueillie favorablement par les pays centrasiatiques qui y voient non seulement un moyen de redresser leur situation économique, mais aussi une opportunité pour diversifier leurs relations extérieures en réduisant ainsi l'influence russe dans la région. Par conséquent, leur commerce avec la Chine connaît une hausse rapide (voir le tableau 3). Si, en 2000, la part de la Chine dans les échanges commerciaux de l'Asie

Alexeeva, O. et F. Lasserre (2020). L'Asie centrale et la Belt and Road Initiative: une pomme de discorde entre la Chine et la Russie ? Dans Mottet, É; F. Lasserre, B. Courmont et S. Granger (dir.), *Marges et frontières de la Chine*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 79-94.

centrale ne s'élevait qu'à 3 %, en 2012, elle en constituait déjà près d'un quart. Cette hausse s'est faite au détriment de la Russie qui a ainsi perdu sa position de principal partenaire commercial en étant supplantée par Beijing.

En effet, depuis quelques années, la Chine est devenue le principal partenaire commercial de tous les pays centre-asiatiques, à l'exception du Kazakhstan. En 2015, les importations chinoises constituaient 56 % du volume total des importations du Kirghizstan, 41 % de celles du Tadjikistan et 20 % de celles de l'Ouzbékistan. Leur structure est très variée et inclut non seulement les vêtements, les chaussures et les autres produits de consommation courante, mais aussi les équipements électriques et électroniques, les machines et les produits industriels finis.

La Chine domine non seulement les flux d'importation des pays centre-asiatiques, en inondant leurs marchés de produits chinois manufacturés, mais capte aussi leurs flux d'exportation qui sont principalement composés d'hydrocarbures. En effet, la coopération énergétique occupe une place centrale dans la politique économique de Beijing en Asie centrale. Au Kazakhstan, la Chine est surtout partie prenante de l'exploitation des gisements pétroliers. Selon les estimations des experts, les compagnies chinoises contrôlent environ 40 % des activités pétrolières au Kazakhstan après avoir investi environ 45 milliards de dollars dans la réalisation de divers projets. L'exemple le plus récent en est l'acquisition, en 2013, par la China National Petroleum Corporation (CNPC), de 8 % du gisement de Kashagan situé au cœur de la mer Caspienne, et dont la mise en service devrait augmenter l'approvisionnement de la Chine en pétrole kazakh de 7 à 20 millions de tonnes par an.

Au Turkménistan, les Chinois développent le site de Bagtiyarlik, ainsi que le site de Galkynysh, le deuxième plus grand champ gazier au monde, reliés à la Chine par les trois branches du gazoduc Asie Centrale-Chine qui passent à travers le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, construites entre 2007 et 2009 par un partenariat entre la compagnie chinoise CNPC et les entreprises turkmènes Türkmengaz, Uzbekneftegas et kazakhe KazMunayGas. La coopération sino-turkmène dans l'exploitation des ressources gazières du Turkménistan a débuté en 2006, quand Achgabat et Beijing ont signé le contrat gazier sur la fourniture à la Chine de 30 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel par an jusqu'en 2038. En espace de quelques années, Beijing a ainsi devenu un partenaire énergétique majeur d'Achgabat. Ce rapprochement avec la Chine s'est déroulé en parallèle avec le conflit sur le prix du gaz entre Türkmengaz et Gazprom. Après un accident sur le gazoduc russo-turkmène Srednyaya Aziya -Tsent (Asie centrale – Centre) en 2009, puis un différend sur le prix de vente du gaz turkmène, les achats de gaz turkmène par la Russie ont été progressivement interrompus. Ce retrait de la Russie du marché des hydrocarbures turkmènes a créé des conditions favorables à l'augmentation de la présence chinoise au



Turkménistan. Aujourd'hui, les entreprises chinoises participent activement non seulement dans l'exploitation des champs gaziers mais aussi dans la production du gaz turkmène en construisant deux usines de traitement de gaz naturel à Bagtiyarlik et un à Galkynysh. En 2017, la Chine a acheté environ 30 milliards de m<sup>3</sup> du gaz sur les 48 exportés par le Turkménistan, devenant ainsi de loin son principal client. Est-ce cette position très dominante qui a conduit le Turkménistan à reprendre ses ventes vers la Russie à partir de 2019?<sup>3</sup>

Précisément, cet alignement économique sur la Chine s'est avéré moins profitable que prévu : en échange des prêts accordés et des investissements chinois dans la construction de gazoducs et d'un complexe gazier, Beijing a imposé au Turkménistan un prix du gaz bien au-dessous du prix du marché. L'économie turkmène, très peu diversifiée, se retrouve ainsi dépendante de politiques énergétiques chinoises, ce qui a forcé Achgabat à se rapprocher à nouveau de la Russie et de la Turquie afin de diversifier ses partenaires commerciaux et désenclaver ainsi le pays.

Bien que les hydrocarbures en provenance d'Asie centrale n'occupent, pour l'instant, qu'une place relativement modeste dans le bilan énergétique chinois, les grands projets de coopération débutés sous Xi Jinping changeront la donne, en augmentant l'importance de la région pour la sécurité énergétique de la Chine. Tout en investissant massivement en Asie centrale, la Chine nie toute ambition de vouloir supplanter la Russie dans la région. Toutefois, faute de moyens financiers pour la contrer efficacement, Moscou a toujours mal vu l'accroissement de l'influence économique de Beijing dans cet espace.

### Le projet BRI : la fin de la rivalité sino-russe en Asie centrale ?

L'influence russe en Asie centrale, en perte de vitesse depuis une décennie, est désormais confrontée à un nouveau défi – l'ambitieux projet chinois des « Nouvelles routes de la Soie ». Lancé en 2013 lors de la visite de Xi Jinping au Kazakhstan, ce programme d'intégration économique régionale ciblait surtout l'Asie centrale et proposait d'y financer le développement des différentes infrastructures - chemins de fer, réseaux d'autoroutes, gazoducs et oléoducs. Depuis, ce projet a évolué vers un vaste programme économique qui couvre presque la totalité de l'espace eurasiatique et qui intègre désormais l'Afrique, l'Arctique et l'Amérique du Sud. Au développement des infrastructures terrestres se sont ajoutés la logistique des transports maritimes, le tourisme, les échanges culturels, etc. La Chine insiste désormais sur le fait que la BRI ne va pas accorder des investissements à n'importe quel projet mais seulement aux initiatives rentables et ayant une importance

---

<sup>3</sup> *Bne Intellinews*, « Russia restarts Turkmen gas imports after 3-year stoppage », 16 avril 2019, [En ligne], <https://www.intellinews.com/russia-restarts-turkmen-gas-imports-after-3-year-stoppage-159716/> (Page consultée le 9 sept. 2019).

Alexeeva, O. et F. Lasserre (2020). L'Asie centrale et la Belt and Road Initiative: une pomme de discorde entre la Chine et la Russie ? Dans Mottet, É; F. Lasserre, B. Courmont et S. Granger (dir.), *Marges et frontières de la Chine*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 79-94.

stratégique. Par ailleurs, Beijing souligne le caractère « long terme » de la BRI en précisant que ce programme devrait être réalisé pas seulement avec l'aide des fonds gouvernementaux mais aussi grâce à la participation active des entreprises chinoises privées. Progressivement, cette initiative s'étoffe d'attributs politiques. Elle ne poursuit plus tout simplement des objectifs purement économiques, mais ambitionne de construire « une communauté de destin pour l'humanité », qui permettrait à la Chine « de jouir d'une influence accrue sur le plan mondial et de susciter une adhésion croissante autour d'elle »<sup>4</sup>. La BRI devient alors l'un des leviers de la Chine dans le remodelage du système de la gouvernance mondiale qui s'opère depuis les débuts des années 2000 et dans la recherche des solutions aux problèmes globaux apparus au XXI<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. Toutefois, dans les documents officiels chinois, les objectifs politiques de la BRI sont décrits de manière extrêmement floue et peu détaillée, ce qui laisse à la Chine un large espace de manœuvre sur le terrain. Ce cadre théorique flexible rend cette initiative chinoise ouverte à l'interprétation, ce qui permet à Beijing de corriger le tir : d'adopter les objectifs et les modes de leur réalisation en fonction de la région et d'un pays, d'ajouter les nouveaux champs d'action et abandonner les mesures qui ne fonctionnent pas.

En Asie centrale les objectifs de l'initiative BRI concernent surtout la coopération économique et le développement des infrastructures terrestres. Les investissements chinois dans le secteur de transports en Asie centrale débutent bien avant le lancement de la BRI. Ainsi, depuis 2011, les entreprises chinoises ont construit 12 routes reliant le Kirghizstan au Xinjiang chinois, alors que les banques chinoises ont accordé à Bichkek des crédits de 3 milliards de dollars pour réaliser les différents projets d'infrastructure. Le projet BRI fédère ou réactive en réalité plusieurs projets et tentatives d'intégration régionale, promus depuis longtemps non seulement par la Chine mais aussi par les autres pays et institutions.

En effet, l'idée de développer des infrastructures ferroviaires (et/ou routières) permettant la connexion entre Europe et Asie remonte à 1959, lorsque la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (UNESCAP) et son homologue pour l'Europe, l'UNECE, ont proposé la création d'un « Réseau de chemin de fer transasiatique ». Depuis, plusieurs organismes internationaux, dont la Banque asiatique de développement, ont relancé ce projet en proposant de faciliter le développement des échanges, en particulier par l'interopérabilité complète des différents réseaux, permettant ainsi la création d'un véritable marché unique eurasiatique. En 2011, par exemple, est mis sur pied, avec l'appui de nombreux bailleurs de fonds internationaux, le Programme multinational de coopération économique pour l'Asie centrale (Central Asia Regional

---

<sup>4</sup> XI Jinping, 2017, « Rapport au XIX<sup>e</sup> Congrès national du PCC » *Xinhua*, 3 novembre 2017, [En ligne] [http://french.xinhuanet.com/chine/2017-11/03/c\\_136726219.htm](http://french.xinhuanet.com/chine/2017-11/03/c_136726219.htm) (Page consultée le 8 sept. 2019)..

<sup>5</sup> XI Jinping (2014). Xi Jinping zai Deguo Ke'erbai jijinhui de yanjiang [习近平在德国科尔伯基金会的演讲] (Le discours de Xi Jinping à la Fondation Körber, Allemagne) , *Renminwang* [人民网], [En ligne], <http://cpc.people.com.cn/n/2014/0330/c64094-24773108.html>. (Page consultée le 8 sept. 2019).

Alexeeva, O. et F. Lasserre (2020). L'Asie centrale et la Belt and Road Initiative: une pomme de discorde entre la Chine et la Russie ? Dans Mottet, É; F. Lasserre, B. Courmont et S. Granger (dir.), *Marges et frontières de la Chine*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 79-94.

Economic Cooperation). Regroupant la Chine, les républiques d'Asie centrale, l'Afghanistan, la Mongolie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, ce programme visait notamment à favoriser l'émergence de corridors de développement. Ainsi, contrairement à une idée bien ancrée, la Chine n'est pas à l'origine des projets de transports ferroviaires transasiatiques, ni sur le plan conceptuel, ni en matière d'initiative commerciale. Toutefois, le projet chinois semble être mieux conçu et surtout bénéficier d'appuis financiers plus solides.

L'annonce du projet chinois en 2013 fut accueillie avec beaucoup d'anxiété à Moscou, qui ne l'a pas vu comme une opportunité économique, mais plutôt comme un défi, car il semblait concurrencer directement les initiatives russes en Asie centrale. Le Kremlin n'ignore pas le fait que Beijing est aujourd'hui un acteur économique incontournable de tous les pays centre-asiatiques sans exceptions, dont les activités économiques dans la région dépassent celles de la Russie. Ainsi, en 2015, le commerce entre la Chine et les pays centre-asiatiques a atteint 32,6 milliards de dollars, alors que le volume d'échanges de la Russie avec ces États ne représentait que 20,8 milliards de dollars, un recul très net par rapport aux époques précédentes. Ce contexte particulier exerçait une influence considérable sur l'accueil de la BRI à Moscou. Toutefois, la détérioration rapide des relations avec l'Occident et l'isolement croissant de la Russie sur la scène internationale ont poussé Moscou à consacrer une énergie nouvelle à l'axe asiatique de sa politique extérieure.

Ce « pivot vers l'Est » du Kremlin, perçu par une partie des élites russes comme une alternative valable aux relations avec l'Occident, a conduit la Russie à approfondir ses relations économiques avec la Chine et d'envisager une coopération plus étroite avec elle en Asie centrale, y compris dans le cadre de la BRI. Aux yeux de Moscou, le rapprochement avec Beijing devrait permettre de stimuler le développement économique russe, ébranlé par la chute des prix du pétrole suivi par la dévaluation spectaculaire du rouble en 2014. Ainsi, Moscou cherche désormais à participer plus activement au grand projet de Beijing lancé par Xi Jinping, en espérant que la Chine investisse dans de nombreux projets d'infrastructure sur le territoire russe. Mais, pour l'instant, les Chinois ne sont intéressés que par l'utilisation possible de la Route maritime du nord en Arctique et du Transsibérien pour transporter les produits chinois en Europe et des matières premières russes en Chine. La croissance du trafic commercial sur le Transsibérien pourrait, en principe, apporter des profits importants, mais elle est conditionnée par la modernisation de cette voie ferrée, qui exige des investissements significatifs que Beijing ne promet pas. L'exploitation efficace de la Route maritime du nord reste, elle aussi, problématique et dépendra d'un grand nombre de facteurs, non seulement économiques et politiques, mais aussi climatiques. Un autre projet discuté – la construction de l'autoroute

reliant le Xinjiang chinois avec la Finlande en passant par le territoire russe -, semble être, à l'heure actuelle, abandonné à cause de son coût trop élevé.

Malgré l'avenir incertain de la collaboration sino-russe dans le cadre de la BRI en Russie, en Asie centrale, Moscou et Beijing semblent retrouver un terrain d'entente et coordonner leurs efforts dans l'intégration économique de la région. En mai 2015, les autorités russes ont, pour la première fois, déclaré qu'elles soutiennent le programme chinois de développement de l'Asie centrale et qu'elles travaillent avec Beijing sur le projet de combinaison de ce programme avec l'initiative russe de l'UEE. Le « raccordement » (сопряжение en russe et 对接 en chinois) de les deux projets a fait l'objet d'un accord bilatéral signé lors de la visite à Moscou de Xi Jinping en mai 2015. Cette configuration nouvelle devrait atténuer la question de la rivalité sino-russe en Asie centrale, en permettant à tous les acteurs d'y trouver leur compte.

Toutefois, pour l'instant, cet accord entre Moscou et Beijing reste lettre morte tant il y a de différences de vision et de problèmes de communication. D'une part, la coordination des efforts dans le cadre d'un programme d'une telle ampleur nécessite la création d'une structure organisationnelle conjointe, capable de répartir les tâches entre différents organismes russes et chinois impliqués. Les appareils bureaucratiques en Chine et en Russie sont complexes et peu compatibles ; leur mode de fonctionnement lourd et souvent détaché des réalités sur le terrain freine considérablement les initiatives de coopération. Ainsi, le projet de chantier d'une ligne à grande vitesse entre Moscou et Kazan n'a toujours pas débuté (septembre 2019) et se heurte aux coûts élevés, au taux d'intérêt des banques chinoises et au taux de participation des partenaires chinois dans le capital du projet (voir chapitre X). De même, l'accord sino-russe sur les échanges en roubles-yuans, annoncé en fanfare comme levier important pour soutenir les échanges et investissements sino-russes, piétine, car Moscou et Beijing n'arrivent pas à définir sa mise-en-œuvre pratique<sup>6</sup>.

D'autre part, Moscou et Beijing n'ont pas la même vision du processus et les objectifs finaux de ce « raccordement ». Ainsi, les Russes souhaitent que la Chine reconnaisse l'UEE comme un partenaire incontournable dans ses négociations avec les pays d'Asie centrale, alors que les Chinois considèrent l'UEE comme le prolongement de leur propre initiative dont le rôle principal est de promouvoir les objectifs de la BRI. Loin de voir l'UEE comme l'unique plateforme de discussions en Asie centrale, Beijing continue d'envisager la réalisation de son grand projet dans le cadre des accords bilatéraux avec chacun des pays centrasiatiques. En outre, la volonté de Beijing d'assumer pleinement son rôle d'une grande

---

<sup>6</sup> GRINKEVITCH, Dmitry. « Shelkovii kurs : Rossiya i Kitai dogovorilis o rasschetakh v roubliyakh i yuanyakh »(Le cap de la soie: la Russie et la Chine se sont mis d'accord sur les paiement en roubles et en yuans), *Izvestiya* (Les nouvelles).[En ligne], <https://iz.ru/893613/dmitrii-grinkevich/shelkovyi-kurs-rossiia-i-kitai-dogovorilis-o-raschetakh-v-rubliakh-i-iuaniakh>. (Page consultée le 9 sept. 2019).

puissance sur la scène internationale et ainsi affirmer le renouveau de la nation chinoise, qui constitue l'un des objectifs clés du PCC à l'ère de Xi, lui empêche d'accepter la vision russe ou d'imaginer un compromis. Ces divergences et contradictions minent tout effort réel de raccordement entre les projets d'intégration régionale russe et chinois, en contribuant au maintien de tensions sino-russes en Asie centrale.

L'Asie centrale se trouve aujourd'hui au cœur des enjeux géopolitiques régionaux. La Chine et la Russie y ont toutes les deux des intérêts économiques substantiels ainsi que des desseins stratégiques. L'influence russe dans la région est sur le déclin, alors que la Chine y occupe désormais une place de plus en plus prépondérante en proposant aux pays centro-asiatiques une coopération économique attractive et une opportunité d'émanciper de l'emprise russe. Bien que la Chine et la Russie aient pour l'instant tendance à privilégier la coopération plutôt que de se lancer dans une rivalité économique et politique, aucun d'entre eux ne semble disposé à faire des concessions politiques et stratégiques afin de transformer leur partenariat de façade en Asie centrale en une collaboration réelle.